



L'atelier stratégique

La société civile peut-elle anticiper l'engagement public dans un projet urbain pour régénérer Beyrouth?

Pourquoi un tel titre ? Car le cas du Liban est exceptionnel à tous points de vue, au plan de l'accumulation des problèmes, d'une crise économique et financière sans précédent, d'une gouvernance inexistante voire nocive, du manque de sens collectif qui a toujours caractérisé la ville et le pays, mais aussi d'une mobilisation incroyable de la société civile pour repenser le modèle libanais, agir sur la reconstruction et manifester une solidarité hors du commun.

Il est à noter, pour être optimiste, que les catastrophes ont souvent été le levier des recompositions urbaines qui sont source de renouveau économique et social, comme à Bilbao, Gênes, Birmingham, etc. Car elles suscitent le désir de réparer la catastrophe et offrent l'énergie pour le faire. Beyrouth, ville aimée dans le monde malgré son désordre urbain et une forme de laideur à laquelle résiste la magie de son site et l'allant de ses habitants, a toujours suscité des désirs de mise en ordre,

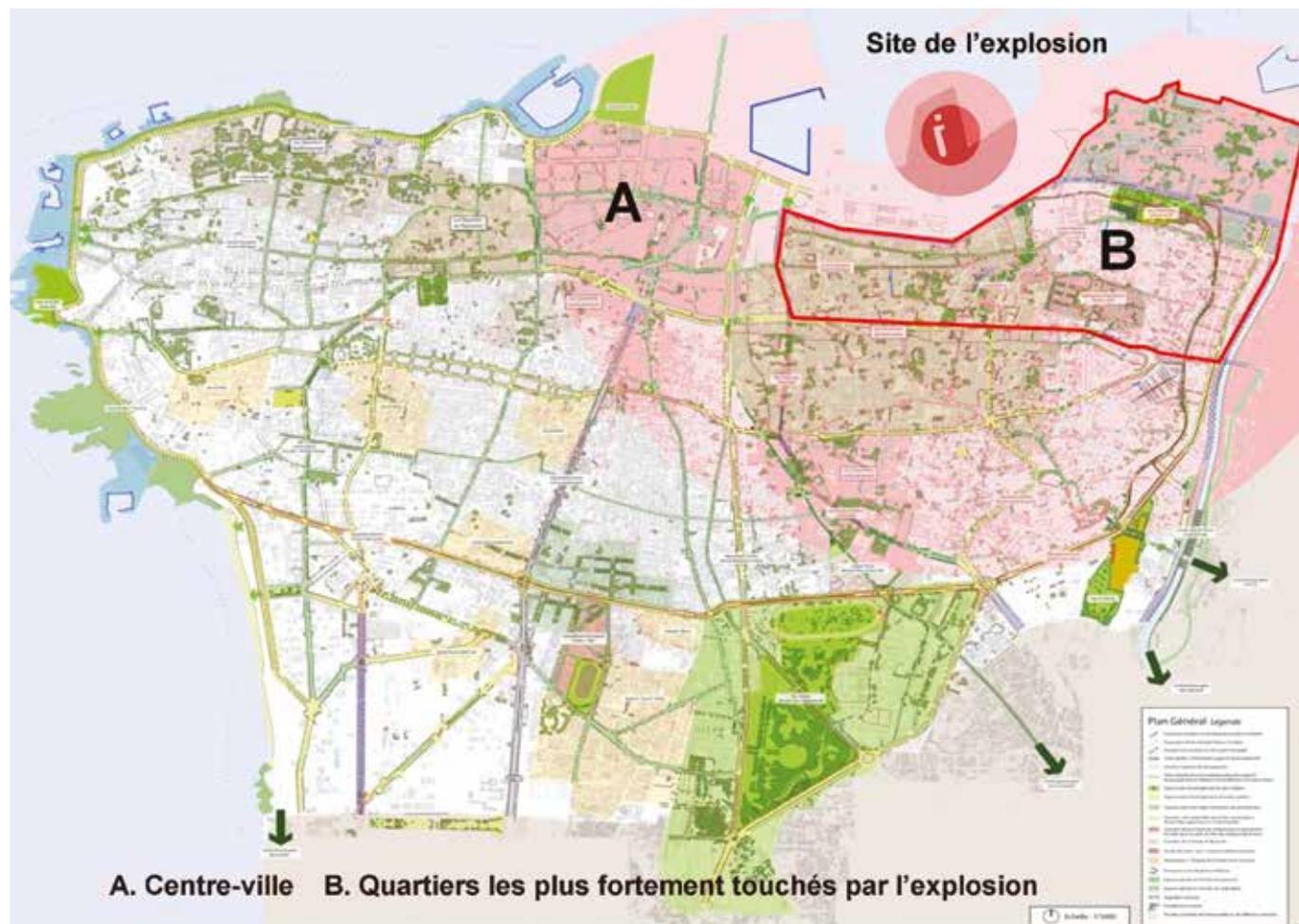
de magnification de son site, sujets à l'ordre du jour plus que jamais. Certes la doxa dit : pas de projet urbain sans portage politique fort et toutes les expériences mondiales le démontrent ; qui plus est d'un portage politique au risque de se tromper et de ne pas être réélu pour les édiles ! Ce qui fait défaut bien entendu à la situation libanaise plus qu'ailleurs même si c'est le cas dans de moindres proportions dans nombre de situations urbaines.

Beyrouth peut se référer à l'expérience phare de l'urbanisme contemporain, celle de Barcelone. Cette ville d'intellectuels peut en effet donner à réfléchir, elle qui a su se doter d'un projet puissant dans une Espagne en dictature où elle a été ville martyre du pouvoir, projet urbain décliné rapidement en actions efficaces pour embellir la ville par la régénération de l'espace public et les nouvelles centralités notamment.

Le site de l'explosion avec à gauche les silos © J. Tabet

Beyrouth expérimente un urbanisme d'un nouvel âge. A l'ère de la contestation des projets urbains, proposer des pistes pour l'avenir des villes est à l'ordre du jour. Les situations de crises sont propices à l'invention et à « l'empowerment », pour renouveler les villes.





Plan de la ville de Beyrouth avec la localisation de la zone la plus fortement touchée par l'explosion ©Urbi/J. Tabet

Ainsi à Beyrouth, qu'on peut aussi qualifier de ville d'intellectuels, soumise à des coups de boutoir majeurs dont l'explosion de l'été 2020, dévaluations, problèmes politiques en série, pénuries de ce qui fit l'essentiel de la vie voire de la survie, militants, associations, ONG et autres acteurs, se sont mobilisés pour réparer la ville et agir en termes de solidarité. Universités, chercheurs et professionnels, coordonnés par l'Ordre des Ingénieurs et des Architectes, ont offert leurs contributions à la manière de mieux refaire la ville de Beyrouth. Et ils sont prêts à agir le jour où la situation le permettra au plan politique [et essaient de forger cette possibilité], mais ils préparent aussi des modes d'action dans la

situation critique où se trouvent la ville et le pays. Mais si l'action des ONG est significative notamment pour nourrir une population appauvrie par la faillite du pays doublée d'une dévaluation gigantesque, on ne peut pas faire l'impasse sur l'importance du top down, la mobilisation nécessaire des autorités locales et nationales pour porter une vision de l'avenir de la ville et des modes d'intervention qui échapperaient au clé en main. Comment oser, dans le contexte actuel où le pays a dégringolé dans le bas de l'échelle du niveau de vie parmi les nations du monde, relever le défi d'une inventivité qui est le propre des Libanais : faire en sorte de faire la ville pour tous, la ville durable, la ville apaisée, « la ville



XXXXX © J. Tabet

marchable », la ville équitable, mais aussi une ville attractive aux investisseurs, avec une société civile qui pousserait les édiles à aller dans ce sens, voire qui amènerait d'autres politiques au pouvoir.

Une utopie certes, mais il faut être utopique pour faire bouger le monde. Une utopie réaliste toutefois en appui sur le légendaire dynamisme des Libanais.

Comment prendre appui sur la spécificité d'action au Liban ? Il est essentiel de défendre une planification stratégique, avec les acteurs tels qu'ils sont, en dépassant le quoi faire pour s'interroger sur le comment faire, avec qui et dans quelles temporalités. Changer de méthode et de braquet ? Sans doute en capitalisant les travaux menés pour échanger avec les habitants, et l'urbanisme transitoire peut être une aide à cet égard. Il s'agit aussi de construire un guide d'action pour faire une ville amène, équitable et accueillante au piéton et en proposant aux donateurs de ne financer que les actions qui respecteraient cette vision.

Mais ces propos peuvent sembler très éloignés de l'urgence actuelle et très peu communicables à une population dont le niveau de vie a tant dégringolé. Pourtant il faut construire un projet pour l'avenir et l'urbanisme n'est pas sans ressources à cet égard.

TENTER DE MOBILISER DONNÉES, PROJETS ET ACTIONS DES ONG

L'ordre des Ingénieurs et Architectes du Liban, sous la houlette de son président, l'architecte-urbaniste franco-libanais Jad Tabet, s'est mobilisé dès le lendemain de la catastrophe du 4 août 2020 pour engager les premières actions d'urgence afin de recenser les dégâts de l'explosion, cartographier les immeubles touchés

LA DÉCLARATION DE BEYROUTH

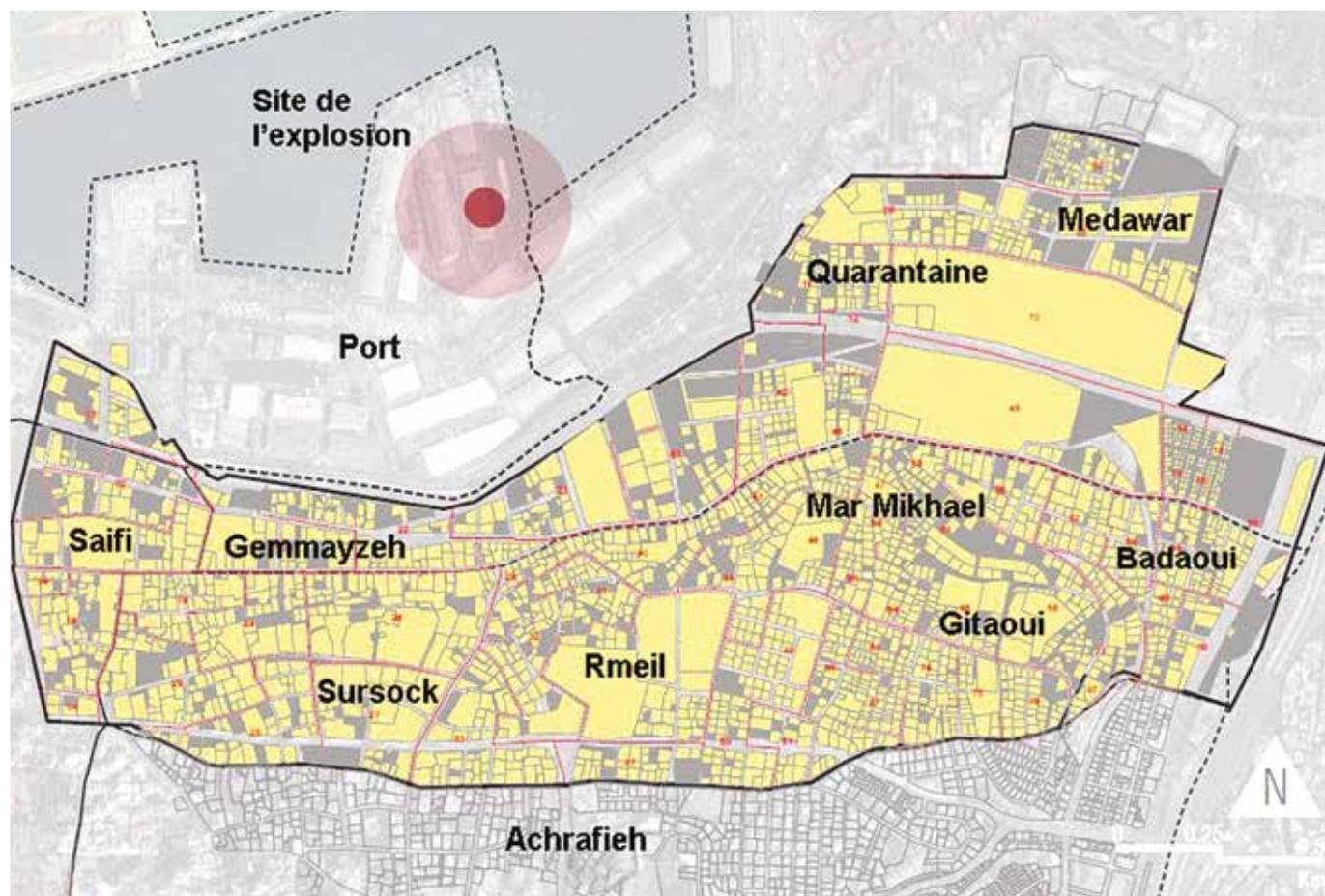
La « Déclaration de Beyrouth » constitue l'aboutissement d'une réflexion qui tente d'esquisser les grandes lignes d'une stratégie de requalification urbaine qui s'appuierait sur la documentation et l'analyse des données récoltées sur le terrain pour faire face aux menaces de déplacement des populations et de changement démographique apparues suite à la catastrophe. Cette stratégie vise également à élaborer une série de propositions et de projets capables d'être exécutés en urgence et à les soumettre aux autorités compétentes ainsi qu'aux différents organismes concernés.

et préfigurer une stratégie de requalification et de développement urbain du port et des quartiers environnants.

Le lendemain de l'explosion, Jad Tabet a rencontré le préfet de Beyrouth pour proposer de réaliser un état des lieux et s'est vu confier le diagnostic de l'état des bâtiments. Le secteur dévasté a été divisé en 52 super îlots, 52 équipes ont alors été constituées, mobilisant plus de 300 ingénieurs et architectes, qui ont travaillé deux mois sur la base du volontariat. Le diagnostic établi a été utilisé par le gouvernement libanais, et l'est aujourd'hui par toutes les organisations internationales.

En parallèle, il fallait mener une réflexion de fond en mobilisant les sept écoles d'architecture et d'urbanisme du Liban, les faisant travailler ensemble pour ensuite synthétiser données et projets dans « la Déclaration de Beyrouth » qui tente de définir les grands principes d'une intervention qui ne soit pas une simple reconstitution de l'état antérieur mais une vision de ce que devrait être la reconstruction des quartiers dévastés par l'explosion.

Deux séminaires de travail en mars et en avril 2020 ont alors regroupé de nombreux experts : ingénieurs, architectes, urbanistes, universitaires et chercheurs, libanais avec quelques contributions européennes pour définir les bases de cette « Déclaration urbaine de Beyrouth » partant de nombreux thèmes étudiés par les universitaires et chercheurs dont la préservation du patrimoine urbain et la vie de quartier, l'habitat, la mobilité urbaine et la culture. Le résultat est saisissant et convergent pour nourrir une vision du Beyrouth de demain.



Plan de la ville de Beyrouth avec la localisation de la zone la plus fortement touchée par l'explosion ©Urbi/J. Tabet

UN LABORATOIRE D'EXCEPTION

Universités et laboratoires ont fabriqué en peu de temps une somme d'études impressionnante, accumulant des données qui n'avaient guère été réunies, synthétisées et publicisées auparavant. Ces universitaires ont également proposé des pistes de projet, parfois thématiques comme sur la mobilité qui est l'un des sujets majeurs pour la ville qui étouffe sous la pression automobile. Ces démarches de projet se révèlent le plus souvent convergentes pour apaiser la ville, la rendre plus équitable, plus solidaire, l'embellir et la rendre au piéton. Parmi les apports d'excellence, on se doit de citer le travail mené par Mona Fawaz, Mona Harb, Ahmad Gharbieh et Howayda al-Harithy qui co-dirigent le Beirut Urban Lab au sein de l'Université Américaine de Beyrouth. Une équipe

d'architectes, urbanistes, politologues, cartographes et designers a entrepris depuis quelques années un travail de connaissance, de données, mais aussi de projets sur le territoire de Beyrouth, travail accentué depuis l'explosion du 4 août pour répondre aux enjeux de recomposition urbaine qui s'imposent. Leur position est pragmatique : comment jouer un rôle dans la ville malgré les failles du système de gouvernance en faisant intervenir des acteurs inattendus, tout en collaborant avec les institutions, administration municipale, gouverneur, Direction de l'habitat et quiconque souhaite participer au processus. Considérant que le terrain a une valeur sociale, le laboratoire s'est centré sur la fabrication d'une base de données, à ce jour curieusement inexistante dans la ville.

LA DIMENSION OBSERVATOIRE URBAIN

Un des premiers projets a consisté à fabriquer un plan de la ville avec la direction du cadastre et le soutien du CNRS. Le cadastre existant comportant de nombreuses erreurs et approximations, le laboratoire a pris appui sur les archives de l'Ordre des Ingénieurs et des Architectes (3000 permis de construire en 25 ans, 1996-2020) grâce à l'aide de Jad Tabet. Cela s'est accompagné d'un travail de vérification sur le terrain et le document final est très documenté incluant le statut des bâtiments, le promoteur, etc... Il a ainsi été révélé que 23% des appartements étaient inhabités dont la plupart venant de fonds spéculatifs encouragés par les banques pour investir dans l'immobilier, dans des produits qui ne trouvaient pas preneurs : une piste pour répondre à la crise du logement ! Une autre étude a été menée sur les logements relevant de prêts subventionnés avec plus de 100 interviews. Il en a résulté que plus d'un tiers des locataires n'étaient pas en mesure de payer les loyers et une réflexion a été menée pour aider les familles à garder leur logement.

On peut affirmer qu'un véritable observatoire urbain de la reconstruction a été constitué post explosion du 4 août, (<http://beiruturbanlab.com/Details/832>) avec l'état des lieux des réparations, de la réouverture/fermeture des magasins, le retour des résidents, l'état des espaces publics... Ils ont choisi des « clusters » de maisons qui seront étudiés tous les 4-6 mois pour comprendre comment le retour des habitants se fait. Ils ont aussi relevé tous les efforts des ONG dans les espaces publics, pour réaliser et coordonner leur réparation ainsi que l'état de la rue principale de Gemmayzé (commerce/rue), le tout sera mis en ligne sous peu.

LA DIMENSION PROJET URBAIN

Ce n'est pas sans portée politique : ainsi une étude menée sur l'emblématique littoral de la corniche a montré l'état de la propriété littorale appartenant pour moitié à l'ancien premier ministre (Rafik Hariri) au moment de son assassinat, information peu connue certes !

Une démarche de projet a été menée pour tenter de préserver ce secteur essentiel dans le rapport de l'espace public à la mer avec notamment la vue sur la légendaire « Grotte aux pigeons ». Il est à noter que les rochers face à la grotte ont fait l'objet d'un projet spéculatif dessiné par OMA/Rem Koolhaas, qui a fait couler beaucoup d'encre face aux blocs posés sur les rochers pour fonder le projet de marina. Les associations sont néanmoins parvenues à le bloquer.

Par ailleurs, une étude sur les espaces publics a consisté à repérer tous les espaces vides et notamment les espaces verts possédés par des institutions et le plus souvent non ouverts au public. Une campagne photographique a été entreprise. Un croisement avec « le plan vert » (conduit par Jad Tabet et Habib



Le quartier des tours face au port après l'explosion © J. Tabet

Debs) montre comment réinsérer ce patrimoine dans un réseau de parcours verts et de biodiversité. Le laboratoire a développé un projet complet et un plan de zoning pour ce littoral qui respecte les propriétés privées (parce qu'il n'est pas possible de faire autrement) tout en reconstruisant un espace public continu. Pour développer le plan, il a mené des ateliers conviant des urbanistes pour qu'ils sentent partie prenante du projet. Ce dernier a été présenté à l'Ordre avec Jad Tabet et fait l'objet de plusieurs débats publics. Ce projet continue à intéresser les associations, etc. et le laboratoire le présente régulièrement dans des discussions publiques.

Un autre projet a été conçu sur la trajectoire d'une autoroute prévue dans le quartier touché par l'explosion, y substituant espaces verts et équipements sociaux/culturels, et le laboratoire recherche des financements pour développer des micro-projets qui convergent tous vers une même vision et les mêmes principes d'architecture et d'urbanisme pour produire avec une méthode décentralisée et bottom up un projet stratégique d'envergure. Ils y travaillent comme souvent avec Habib et Jad, et invitent les ONG et les architectes/urbanistes à participer à la conversation/design pour converger vers une vision commune.

Dans ces travaux comme dans d'autres menés par des associations telles Beirut Heritage Initiative, la stratégie consiste à faire en sorte que « les ONG ne fassent pas n'importe quoi » et de prendre appui sur les petits budgets et les bonnes volontés qui sont les leurs pour œuvrer dans le sens du bien commun.

Sur le secteur de la Quarantaine, proche du port et très touché par l'explosion, en appui sur un nombre important de bénévoles, citoyens concernés par le

LES PERFORMANCES DES ONG

L'action de Beit el-Baraka

En à peine trois ans d'existence, la jeune ONG libanaise Beit el-Baraka a traversé un ouragan. Son organisation l'a projetée en première ligne sur le front de la crise économique et de la double explosion du port. Les aides ont plu, mais l'autarcie est restée l'obsession première, sous la houlette de sa créatrice, Maya Chams Ibrahimchah. Cette ONG qui nourrirait aujourd'hui environ 300 000 personnes ! réhabilite du patrimoine et des bâtiments touchés par l'explosion et s'appuie sur des donations et une cohorte de bénévoles.

L'action de Beirut Heritage Initiative

C'est dans l'urgence qu'une action concertée a été lancée par la Beirut Heritage Initiative (BHI), collectif indépendant et inclusif en faveur de la restauration du patrimoine bâti et culturel de Beyrouth, créé à la suite de la double explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020. Pour Fadlo Dagher, le patrimoine est vu au sens large du terme, tissu social, mode de vie, culture avec l'objectif de préserver le melting pot des quartiers patrimoniaux source de mixité sociale et fonctionnelle, jouissant d'une qualité organique au plan du tissu urbain fortement menacée par la spéculation. Quand on parle patrimoine, il faut noter que hors vestiges archéologiques aucun bâtiment n'est plus ancien que 1860. Sur la remise en état des bâtiments touchés : les bâtiments en béton de hauteur faible ou moyenne (1940/1980) ont été réparés. Il n'en est pas de même de ce qui est considéré patrimoine historique dont une partie était déjà à l'abandon avant l'explosion. BHI a contribué à déblayer mais aussi à conforter les structures et à protéger par des bâches. L'autre patrimoine en difficulté relève des tours modernes dont les coûts de réparation sont très élevés en général, surtout concernant les parties communes et les ascenseurs.



XXXXX © J. Tabet

sujet, ont été réalisés des relevés mais aussi des entretiens dans un processus participatif. Il s'est agi d'une part de faire un travail de données mais aussi d'agir dans l'urgence, le secteur vivant dans un environnement déshérité bien que non dépourvu de qualités urbaines, d'aération, voire de patrimoine. Un travail de réparation de mini espaces publics est en cours.

Une autre étude encore porte sur un tracé autoroutier entre Mar Mikhael et la colline d'Ashrafieh. De nombreuses oppositions se sont manifestées depuis une décennie freinant la mise en œuvre du projet qui depuis a été abandonné. Le territoire est idéal pour créer une continuité verte, des équipements publics et une opportunité de ville marchable, un grand nombre de parcelles ayant été déjà expropriées par la Ville. Il est essentiel que celle-ci confirme la propriété des terrains et freine des initiatives d'ONG intervenant sur des parcelles expropriées. Un travail est mené à cet égard par le laboratoire avec le « moukhtar » du quartier (chef de quartier).

Ce travail, comme l'ensemble des autres études et recherches, s'élabore en concertation avec les autorités et l'Etat, aussi déficient soit-il, car l'action désordonnée des multiples acteurs ne peut aboutir autrement. Le laboratoire cherche aussi à impliquer, autant que possible, les urbanistes libanais pour créer des consensus autour des options de planification. La concertation permet ainsi d'améliorer les propositions urbaines mais aussi et surtout de former un sens commun autour de ce qu'il faut faire – une ville plus humaine, plus marchable, plus écologique.

L'ensemble de ces recherches et études est publicisé et mis à la disposition des institutions ou autres acteurs qui le souhaiteraient et il s'agit à présent de voir comment créer une agence urbaine qui réunirait ce savoir et ces projets pour stabiliser les données et inventer les méthodes du passage à l'acte.

L'ARTICULATION AVEC LES ONG

Les associations et ONG se sont mobilisées et ont réparé tout ce qui était réparable, sans attendre l'intervention des pouvoirs publics. La France a aidé à plus d'un titre comme d'autres pays mais il a fallu organiser localement ces aides pour qu'elles ne transitent pas par l'Etat libanais. Les Libanais de l'étranger et la diaspora ont apporté de leur côté une aide substantielle.

Le rôle de la société civile a été majeur et déterminant et continue de l'être. Il faut noter que plus de la moitié des quartiers dévastés sont déjà réparés. Dans une situation de catastrophe, une somme d'initiatives individuelles s'observe en effet notamment du fait d'ONG locales et internationales, d'institutions publiques comme la Direction générale de l'Archéologie ou la Direction générale de l'Habitat. C'est un secteur où cohabitent plusieurs religions et les responsables se sont également investis pour aider leurs communautés.

Mais c'est la mobilisation de jeunes volontaires qui a permis de nettoyer la ville et les appartements. La remise en état a été menée par des ONG comme Offre Joie et d'autres mais aussi des équipes mobilisées par ces ONG ; cela sans contrôle de qualité. Beirut Urban Lab a ainsi piloté une quarantaine de structures pour tenter de défendre une notion de qualité. Cette dernière a été de niveau très variable, créant des dissonances dans les quartiers entre habitants.

Plus difficile est la réparation des tours atteintes dans leur structure avec des copropriétaires aux moyens inégaux. Plus rude encore est la réhabilitation des maisons et immeubles patrimoniaux menacés d'achat par des promoteurs avides de les démolir pour construire des tours dans un Beyrouth à la constructibilité inouïe.

LA QUESTION PORTUAIRE

Historiquement, le port de Beyrouth a toujours été ouvert sur la ville. Mais depuis la fin de la guerre, il est devenu une enclave qu'il faudrait à présent ouvrir la ville. En réalité, le port, bien que détruit, fonctionne partiellement car la partie destinée aux conteneurs, au nord-est, n'a pas été réellement touchée. L'autre partie, détruite, contenait des dépôts. Toute la question est là : est-il cohérent d'avoir des zones de dépôt en plein cœur de la ville ? Ne faut pas imaginer autre chose ?

Mais avant de dessiner un projet – tentation à laquelle succombent nombre de concepteurs – il faut définir l'avenir du port dans cette côte orientale de la Méditerranée. Parce que les Chinois sont en train de moderniser le port de Haïfa, suite à l'accord entre Israël et les pays du Golfe. Et les Russes sont au nord avec le port de Lattaquié ou celui de Tartous avec la perspective d'établir la



Le tissu patrimonial a été fortement affecté par l'explosion © J. Tabet

liaison avec l'Irak. Mais il faut tout d'abord régler le problème de la gouvernance. Aujourd'hui, sept ministères se partagent les prérogatives dans ce port. Il faut établir une autorité portuaire unique qui puisse diriger ce territoire. « Après, on fera des beaux dessins », conclut Jad Tabet.

LA SUITE

« Nous avons le sentiment d'inventer un processus innovant parce que normalement, les modèles de reconstruction après des guerres ou des destructions, sont dirigés par l'État et les pouvoirs publics ou alors par des sociétés privées qui viennent avec des capitaux, définissent un territoire et dirigent l'opération, comme cela a été le cas pour la reconstruction du centre-ville après la guerre civile qui a été confié à Solidere, une société d'aménagement qui s'est approprié les terrains et a aménagé un bel espace étranger à la culture et au mode de vie locaux » affirme Jad Tabet qui considère qu'aucun de ces deux modèles n'est applicable avec un Etat inopérant et défaillant et une situation économique et financière dramatique. Aucun groupe d'investisseurs ne viendrait aujourd'hui réaliser un projet sur tout le quartier concerné et ce n'est sans doute pas souhaitable, d'après lui.

A présent la synthèse des apports n'est pas encore aboutie malgré des tentatives de coordination. Il est très original par ailleurs de tenter de mettre tous les contributeurs ensemble, en laissant de la souplesse à chacun dans un pays connu pour son excellence individuelle et sa médiocrité collective.

Jad Tabet considère qu'au-delà de ce qui pourrait être perçu comme une forme de bricolage et en l'absence d'institutions démocratiques anciennes comme en



La réhabilitation du front urbain de la rue Gouraud dans le quartier de Gemmayzeh est presque terminée © J. Tabet

France ou en Europe, on est peut-être en train d'inventer quelque chose à l'image de la démocratie libanaise, avec ses différentes composantes, son dynamisme, mais également ses problèmes.

Il serait intéressant de s'interroger sur la vision que pourrait porter Beyrouth quant à son réaménagement, au regard de ce qu'on peut considérer comme patrimoine incluant les modes de vie, la culture quotidienne, sans oublier les tracés, le parcellaire, le vélum urbain, l'horizon, le paysage et ce qui dépasse l'objet architectural qui polarise souvent l'attention au détriment des autres notions. Le lien entre ce patrimoine et la vitalité sociale et économique semble patent car c'est toujours dans les lieux patrimoniaux, comme à Mar Mikhael particulièrement dévasté par l'explosion, qu'artistes et créatifs s'installent et entraînent la revalorisation des lieux source d'attractivité, mais aussi – si l'on n'y prend pas garde – de gentrification.

Il s'agit pour cela d'échapper à deux écueils majeurs, l'abandon, traditionnel à Beyrouth, de la ville à la spéculation, et la tentation des projets « clés en mains » sur des périmètres délégués à des acteurs privés, confisquant la démarche en cours pour fabriquer des morceaux de ville, étrangers à l'identité urbaine. Ces offres de service sont toujours sur la table comme celle proposée par Colliers/Hamburg, etc.

(<https://www.hamburgportconsulting.com/news/press-release/project-for-a-european-revival-of-the-beirut-port-and-the-surrounding-area>)

Il s'agit à l'inverse d'aller vers des démarches ouvertes, inclusives, patientes,

tricotant la ville, donnant la priorité aux liens entre hommes, fonctions et espaces. Et toutes les études et projets proposés par les universités et les professionnels vont dans ce sens.

Dégager des pistes d'avenir reliant les thèmes entre eux, mobilité, solidarité, patrimoine, continuité des espaces publics, serait pertinent pour donner des guides d'action à « l'urbanisme du possible », proposé par Bachir Moujaes, architecte-urbaniste qui mène avec ses étudiants de l'ALBA des études sur l'urbanisme tactique, source de rencontres, d'échanges et d'anticipation de la ville de demain, en échappant à la planification statique. L'urgence est prioritaire et amène à réfléchir à cet urbanisme du possible qui commence au palier de chez soi, aux parties communes pour aller vers l'espace public et la ville marchable. Commencer par les besoins des habitants et les initiatives qui révèlent les attentes sociales et les capacités d'action de la société civile semble la marche à suivre.

Un point de vue convergent est proposé par Habib Debs, ingénieur, architecte et urbaniste, qui constate la manière dont la zone touchée revit, les cafés, les souks bio... et insiste sur le fait que nombre de choses peuvent venir du bottom up, comme le montre l'action des ONG ou de « Beyrouth Heritage Initiative » pour « retricoter » la ville.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Dans un contexte où la situation du pays ne fait que s'aggraver car il s'enfonce dans une crise économique qui fait tomber le Liban au plus bas de l'échelle des pays pauvres, comment construire l'avenir ? Difficile d'y répondre car cela passe par un assainissement politique, en termes de transparence, bancaire, etc. Certains signes, comme la récente élection à l'Ordre des Ingénieurs et des Architectes, qui fait monter les listes indépendantes contre celles des partis (l'Ordre reproduit les divisions confessionnelles du pays, de son gouvernement et de ses institutions) peut offrir une lueur d'espoir pour l'avenir. Il en est de même pour les étudiants de l'Université Américaine où les partis politiques se sont finalement complètement retirés des élections étudiantes tellement leurs chances étaient faibles.

En ce qui concerne la reconstruction de la partie dévastée par l'explosion du 4 août, et plus largement l'avenir urbanistique de la ville, l'espoir est là car les intellectuels et les humanitaires sont au rendez-vous. En effet d'une part une large partie du bâti affecté est réparé et d'autre part nombre d'intellectuels ont accéléré la production de savoir et de projets pour mieux refaire la ville.

Une base de données nouvelle existe, d'une part grâce au travail patient de



Un des bâtiments patrimoniaux réhabilité selon les critères de l'UNESCO
© J. Tabet

laboratoires universitaires de qualité, et d'autre part produite par nombre de chercheurs et d'universitaires dans des temps records.

Par ailleurs une agence d'urbanisme est envisagée et permettrait de capitaliser les données et les travaux qui, pour l'instant, restent épars et en tous cas peu connus du grand public, plus sensible aux projets clés en mains proposés par des consortiums internationaux et dont la presse se fait écho. Il s'agirait de la positionner dans la municipalité et de faire de sorte qu'un discours urbain cohérent guide les projets, revoit les projets proposés par les ONG, et permette de canaliser les financements, etc.

Réaliser des projets pilotes à court terme serait opportun, d'une part en jouant l'urbanisme transitoire, source d'appropriation de l'espace public et de rencontre entre les populations qu'il serait souhaitable de mobiliser. Cela peut démontrer concrètement comment la ville peut évoluer. L'effet d'entraînement observable en France et ailleurs, est encore plus évident au Liban où une bonne idée fait toujours école.

Parvenir à un schéma directeur serait essentiel et il s'agit de voir comment le rendre opératoire. Nombre d'acteurs pensent qu'il peut guider les investissements



Community Meeting à Karantina © Post Blast

internationaux qui conditionneraient leur financement au respect des valeurs défendues par ce schéma.

Le sujet ville-port serait majeur à creuser en tentant de ne pas le déléguer à des opérateurs extérieurs. Le port est à regarder au plan large incluant le lien avec le centre-ville d'une part, mais aussi avec Tripoli. Les armateurs souhaitent un port de croisières qui peut se jumeler avec le terminal passagers. Mais le succès d'un port repose aux yeux des armateurs sur la présence d'une zone franche et d'une zone industrialo/logistique qui transformerait les marchandises sur place. Certains projets proposent du clés en mains, en déconnectant le port passager/croisières de la partie industrielle et d'accueil containers qui se développerait plus loin en créant des plates-formes sur la mer. Ce projet est bien évidemment très coûteux et décale le fonctionnement du port dans une temporalité incertaine. Le maintien du port sur place paraît plus raisonnable mais doit être étudié pour permettre toutefois un accès de la population à la mer. Ce travail serait à mener en lien avec des spécialistes du portuaire, le sujet étant très technique et spécialisé et demandant une actualisation permanente.

Le bottom up aurait besoin de s'articuler avec du top down, une vision du devenir



Carte de propriété [zone 10].

du territoire et une démarche pour la mettre en œuvre hors d'un portage politique ; ce qui serait inusité tant le projet urbain exige un portage politique fort.

Ce projet urbain serait porteur de l'engagement de la société libanaise, et plus tard le cas échéant d'un pouvoir politique, afin de magnifier les atouts inestimables du patrimoine de Beyrouth tant au plan spatial, que social, relationnel, et culturel.

L'interpellation de la journaliste Fifi Aboudib (l'Orient-le Jour) est intéressante à cet égard. Pour « tenter de faire une ville heureuse pour les jeunes », qui est son credo, elle pense qu'il faut « prendre appui sur l'incroyable énergie des Beyrouthins qui a crû avec la pandémie »



La vie reprend peu à peu © J. Tabet

Protéger le patrimoine en appui sur les études existantes et celles actuellement menées par professionnels et universités, s'impose selon Habib Debs. Mais aussi développer une approche stratégique en faisant un plan des opportunités et des projets structurants pour orienter les investissements sur ces derniers. Les modes de réalisation seraient à faire évoluer comme les transferts de constructibilité encore inconnus à ce jour à Beyrouth.

Selon Mona Fawaz, la régénération urbaine de Beyrouth offrirait deux opportunités au Liban :

- La possibilité d'inventer un nouveau modèle économique, plus redistributif et moins spéculatif. L'économie peut alors redéfinir un rôle pour la cité, la rendant plus attractive aux visiteurs et aux habitants.
- La possibilité de créer du vivre-ensemble dans un espace vivable, et de dépasser les coupures confessionnelles, politiques et sociales.

Sur ces deux aspects les urbanistes ont un rôle déterminant à jouer, ainsi que les donateurs et autres acteurs qui investissent et interviennent au Liban. En encourageant les espaces partagés, mais aussi en prônant une planification plus écologique que le seul schéma directeur de 1952, il est possible d'imaginer un Beyrouth de demain plus favorable au vivre-ensemble, selon Mona Fawaz. Cela démontre bien la qualité principale de l'urbanisme qui est l'optimisme et la conviction que nul territoire n'est un cas désespéré !

Ariella Masbouni, Grand prix de l'urbanisme 2016